



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 147 – 1^{er} trimestre 2011

Sommaire

Méthodologie	3
1. Synthèse	4
2. Les actifs financiers de la clientèle non financière	9
Les avoirs des ménages	10
Les avoirs des sociétés	11
3. L'endettement des agents économiques	13
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit	13
L'endettement des ménages	14
L'endettement des entreprises	14
L'endettement des collectivités locales	15
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux	16
4. Les engagements bancaires	17
4.1 Les engagements sectoriels	17
4.2 Les indicateurs de vulnérabilité	19
5. Rappel des taux	20
5.1 Taux réglementés	20
5.2 Principaux taux de marché	20
5.3 Taux de l'usure	20
6. Monnaie fiduciaire	21
6.1 Emission de billets euros	21
6.2 Emission de pièces euros	21

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, est considéré comme installé localement un établissement qui possède une représentation locale significative, avec au moins un agent permanent localement. Les établissements ne remplissant pas cette condition sont considérés comme non installés localement. La Poste et le Trésor Public sont assimilés à des établissements locaux.

2) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici concernent uniquement les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se répartissent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, LDD et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM - Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières - monétaires).

L'épargne à long terme est constituée des portefeuille-titres, des OPCVM non monétaires, des plans d'épargne logement, des plans d'épargne populaire et des autres actifs (assurance-vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance-vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'archipel.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées ; les entreprises correspondent aux sociétés non financières ; les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux puis les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (installés localement ou non).

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant à Saint-Pierre-et-Miquelon sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia Crédit Local, la Casden-BP, ou encore Natexis-Banque Populaire.

Les entrepreneurs individuels sont répartis entre les entreprises et les ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels (relatives à leur activité) ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (sociétés non financières et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Concernant les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation regroupent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service Central des Risques (SCR) et SCR douteux

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

1. Evolution monétaire et financière internationale

L'accélération de la croissance de l'économie mondiale s'est poursuivie en début d'année, dans le sillage de la croissance rapide des pays émergents. Toutefois, la hausse des prix de l'énergie et ses conséquences, tensions inflationnistes et resserrements monétaires, risquent de peser sur la reprise actuelle.

Au premier trimestre, la croissance américaine s'est ralentie, à 0,4 %, après trois trimestres consécutifs de progression, malgré une politique économique demeurant très expansionniste. Les conditions du marché du travail s'améliorent et la situation financière des entreprises s'est redressée, mais le désendettement des ménages n'est pas achevé et le secteur immobilier est toujours sinistré.

En Asie, la situation économique du Japon reste incertaine après le séisme du 11 mars 2011. Le PIB a reculé de 0,9 % au premier trimestre. Les autorités japonaises ont mis en œuvre une politique macroéconomique accommodante et la Banque du Japon a encore assoupli sa politique monétaire. La Chine affiche au premier trimestre 2011 un rythme de croissance du PIB de 8,4 %, plus modéré qu'en 2010, sous l'effet du resserrement monétaire et du contexte international moins porteur.

La reprise s'est confirmée dans la zone euro au cours du premier trimestre, mais reste fragilisée par la crise de la dette souveraine. La croissance du PIB, à 0,8 %, a plus que doublé par rapport au trimestre précédent. La reprise reste contrastée d'un pays à l'autre. Les conditions économiques, satisfaisantes notamment en Allemagne et en France, se sont détériorées dans les pays périphériques, particulièrement en Espagne et en Italie.

Le 11 mars, les dirigeants des pays de la zone euro ont décidé de renforcer le Fonds européen de stabilisation (FESF) - dont l'objectif est de venir en aide aux Etats de la zone euro confrontés à des difficultés économiques - à 440 milliards d'euros. D'autres mesures, dont les aspects techniques seront précisés ultérieurement, ont également été annoncées à cette date (principe d'un « Pacte pour l'euro », augmentation à 500 milliards d'euros du montant des prêts pouvant être accordés par le mécanisme européen de stabilité (MES), qui remplacera le FESF en 2013, allongement de la durée des prêts octroyés à la Grèce et réduction des taux d'intérêts y afférents). Le Portugal, le troisième pays à bénéficier d'un soutien financier après la Grèce et l'Irlande, s'est vu accorder en mai une nouvelle aide financière de 78 milliards d'euros.

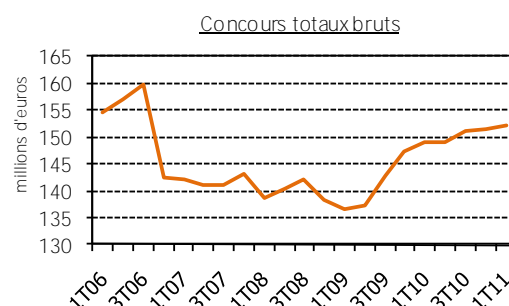
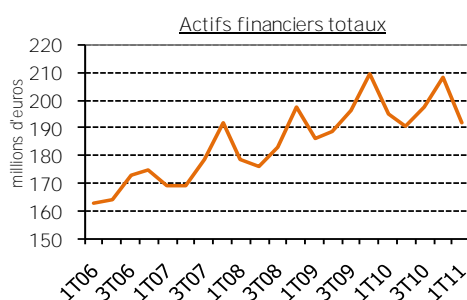
L'envolée du cours des matières premières et des prix alimentaires s'est poursuivie, alimentée par les tensions dans les pays arabes, la reprise économique mondiale et un niveau élevé de la demande dans les pays émergents. Ainsi, le prix du baril de pétrole a atteint un nouveau record en avril 2011 dépassant la barre des 120 dollars, soit une hausse de 45 % par rapport à 2010. Les tensions inflationnistes s'accroissent dans la plupart des économies mondiales et risquent de peser sur la reprise.

Dans ce contexte, qui ravive la hausse de l'inflation dans la zone euro (2,6 % en mars 2011, alors que l'objectif de la BCE est de « maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme »), la BCE a relevé de 25 points de base son principal taux directeur, qu'elle avait maintenu depuis deux ans à un niveau historiquement bas de 1 %, pour le porter à 1,25 %. Cette décision pourrait marquer le début d'un cycle de resserrement monétaire. La FED a laissé pour sa part son taux directeur inchangé, dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Le contraste entre la Réserve fédérale, qui conserve une politique monétaire accommodante et plusieurs autres banques centrales, dont la BCE, qui ont commencé à relever leurs taux directeurs, a pesé sur le dollar au cours du premier trimestre. La parité EUR/USD est ainsi passée de 1,32 en décembre 2010 à 1,40 en moyenne en mars 2011.

2. Evolution financière et bancaire à Saint-Pierre-et-Miquelon

Les actifs financiers sont en baisse pour le second trimestre consécutif et atteignent environ 192 millions d'euros, soit un recul de 1,7% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette diminution est principalement imputable à la contraction des actifs des entreprises et dans une moindre mesure des collectivités locales, tandis que les actifs des ménages restent stables. Le premier trimestre 2011 est en outre marqué par un fort recul des dépôts à vue au profit des placements de long terme.

L'encours brut total des crédits à l'économie augmente de 2% sur un an, soit le sixième trimestre consécutif de hausse. Si tous les types de crédits sont en progression pour les ménages, l'évolution est plus contrastée pour les entreprises, avec une hausse des crédits de long terme et une baisse des crédits d'exploitation. En revanche, les collectivités locales ont entamé le remboursement de leurs emprunts, comme en témoigne la contraction des crédits d'investissement, tandis que les autres types de crédit restent stables. Enfin, la légère hausse du taux de créances douteuses brutes sur un trimestre met fin à deux années consécutives de baisse.

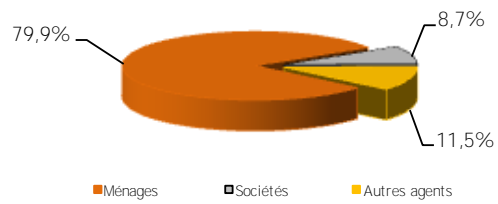


2.1. Recul des actifs financiers de la place

L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques de Saint-Pierre-et-Miquelon sont en baisse de 1,7% sur un an et de 8,0% sur un trimestre pour s'établir à 192 millions d'euros au 31 mars 2011.

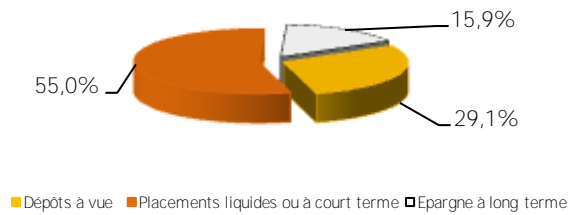
La part des ménages augmente sensiblement pour atteindre environ 80% du total des actifs (+6,3 pts) au détriment de la part des entreprises (-1,8 pt) et surtout des autres agents (-4,4 pts).

Répartition des actifs par agent au 31 mars 2011



Les actifs sont constitués à 55% de placements liquides ou à court terme, les dépôts à vue et l'épargne à long terme représentant respectivement 29% et 16% des actifs.

Répartition des actifs financiers par nature au 31 mars 2011

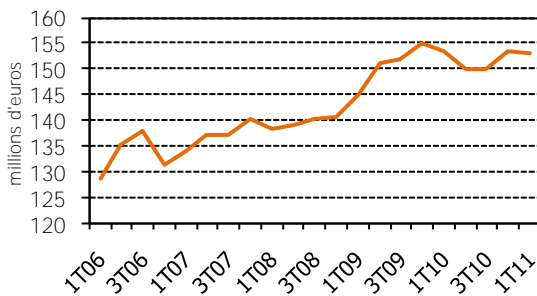


L'évolution des actifs sur un an résulte principalement de la baisse significative des dépôts à vue, dont les montants diminuent de 12,7%. Il s'agit du quatrième trimestre consécutif de recul. A l'inverse, l'épargne de long terme progresse de 20,5%, soit le septième trimestre de hausse. Les placements de court terme restent stables sur un an avec un peu plus de 105 millions d'euros.

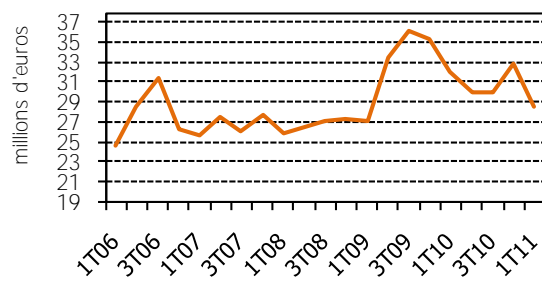
a) Réorientation des actifs financiers des ménages vers des placements à long terme

Les actifs des ménages (153 millions d'euros) sont restés stables au premier trimestre 2011, mettant ainsi fin à trois trimestres consécutifs de baisse. Le comportement de réorientation de l'épargne des ménages vers des placements à long terme est une nouvelle fois vérifié, ces derniers progressant de 20,5% sur un an, tirés par la hausse des contrats d'assurance-vie (+25,8%). Cette augmentation s'effectue au détriment des dépôts à vue dont les montants reculent de 11,3%. Les placements de court terme se contractent pour le cinquième trimestre consécutif, mais la baisse est moins importante (-1,7%). Réagissant à l'appréciation récente des taux d'intérêt, les placements indexés sur les taux du marché progressent sur le premier trimestre pour la première fois depuis deux ans.

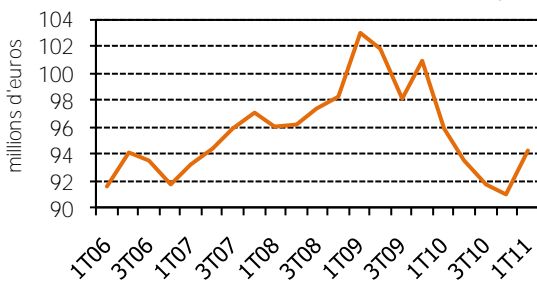
Actifs totaux des ménages



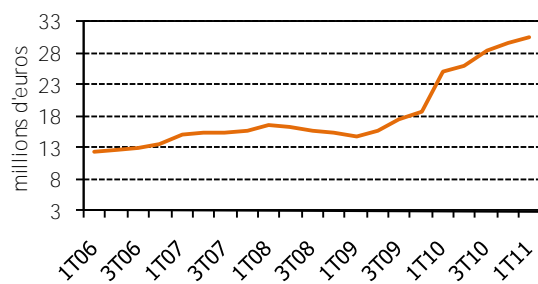
Dépôts à vue des ménages



Placements liquides ou à CT des ménages



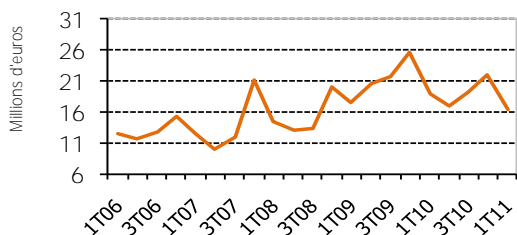
Epargne à long terme des ménages



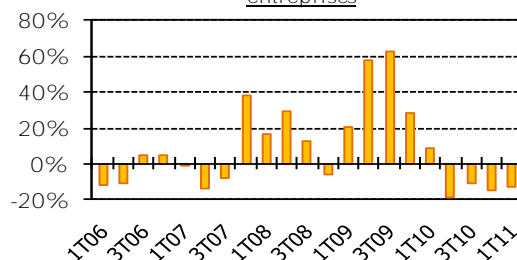
b) Recul des actifs financiers des entreprises

A fin mars 2011, les actifs des **entreprises** s'élevaient à **16,6 millions d'euros** et représentent moins de 9% des actifs des agents de la place. **Ils s'inscrivent en baisse de 12,5% sur un an**. Cette diminution concerne à la fois les dépôts à vue (-13,0%) et les placements de court terme (-10,9%).

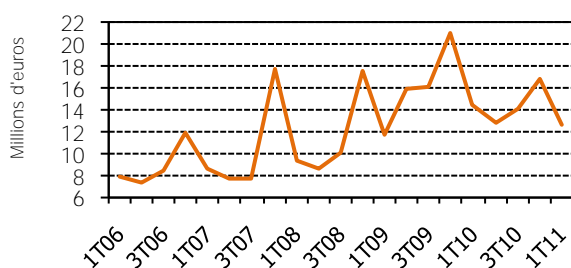
Evolution des actifs des entreprises



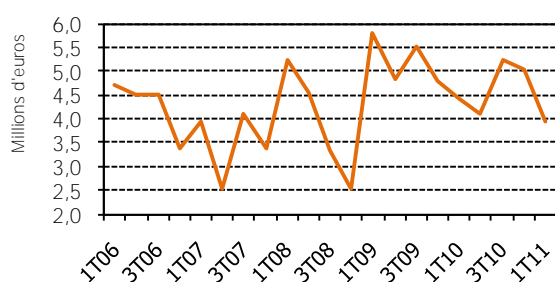
Variation en glissement annuel des actifs des entreprises



Evolution des dépôts à vue des entreprises



Evolution des placements liquides des entreprises



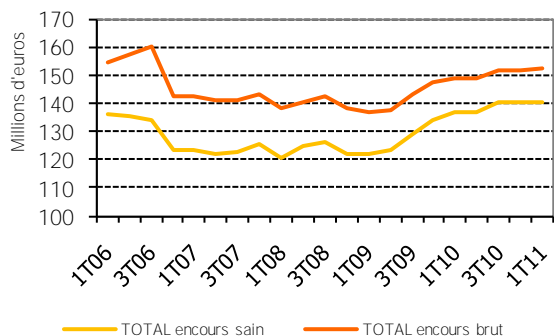
c) Recul des actifs financiers des autres agents

Les actifs des **autres agents (essentiellement les collectivités locales)** sont en recul de 3,8% sur un an, tirés par la baisse du montant des dépôts à vue (-14,9%). La progression de 31,3% des placements de court terme ne suffit pas à inverser la tendance, ceux-ci ne représentant qu'un tiers des actifs des autres agents.

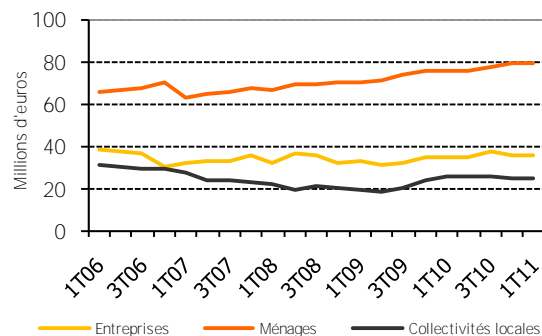
2.2. Evolution favorable des financements bancaires

L'**encours brut total** des crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit augmente pour le septième trimestre consécutif. Cette progression de 2% est toutefois inférieure à celle constatée les trimestres précédents. Si les **encours accordés aux ménages et aux entreprises** sont en hausse respectivement de 4,6% et 2,9%, la tendance s'est inversée pour les collectivités locales, le montant des concours bancaires se contractant de 3%. Par ailleurs le taux de créances douteuses atteint 7,7% au premier trimestre 2011 contre 7,4% le trimestre précédent, soit la première hausse trimestrielle depuis deux ans.

Evolution des encours totaux



Evolution des encours sains par agent



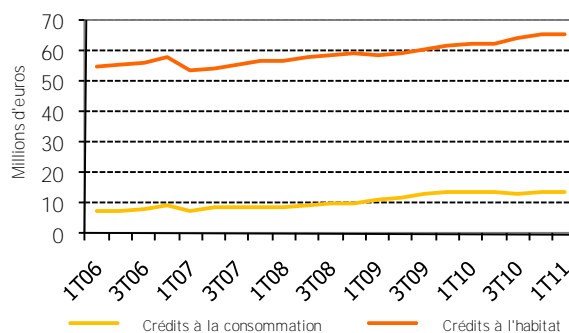
a) Hausse de la demande de crédits à l'habitat de la part des ménages

L'encours sain des ménages affiche une hausse de 4,6% au premier trimestre 2011, et ne cesse de progresser depuis le premier trimestre 2008.

L'encours des crédits à l'habitat, qui représente 83% de l'endettement total des ménages, explique en grande partie cette croissance avec une augmentation de 5,3%.

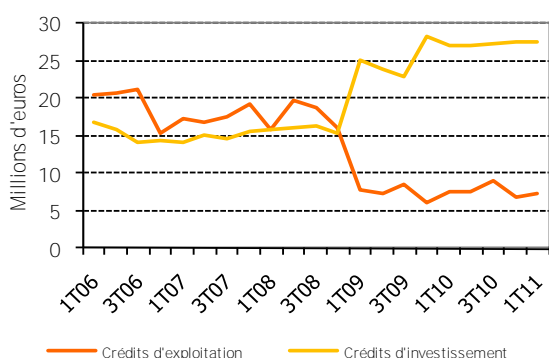
En revanche, le montant des crédits à la consommation reste stable, à la fois sur un an (+1,1%) et sur un trimestre (-0,4%).

Evolution des encours des ménages



b) Progression de la demande de crédits d'investissement par les entreprises

Evolution des crédits aux entreprises



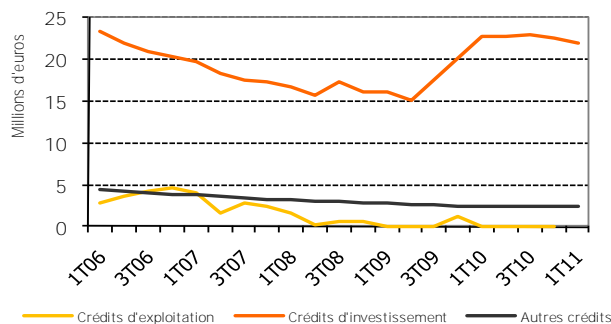
L'encours sain des entreprises augmente de 2,9% sur un an et approche les 36 millions d'euros. Il s'agit du sixième trimestre consécutif de hausse.

La baisse des crédits d'exploitation sur un an (-3,0%) s'accompagne d'une progression de 1,6% des crédits d'investissement, soit une tendance inversée par rapport au trimestre précédent. En conséquence la part des crédits d'investissement se renforce pour atteindre 77% du total des crédits accordés aux entreprises.

c) Stabilisation des crédits de long terme aux collectivités locales

Enfin, l'encours sain des collectivités locales enregistre une diminution de 3% pour la première fois depuis le troisième trimestre 2009, date à laquelle les crédits d'investissement avaient augmenté de manière significative. Les collectivités locales semblent en effet avoir entamé le remboursement de leurs crédits. L'investissement représente 90% de l'encours des collectivités locales, tandis que les crédits d'exploitation en représentent une part négligeable.

Evolution des crédits aux collectivités locales



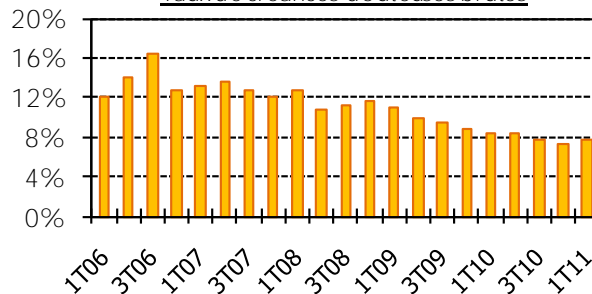
2.3. Progression du taux de créances douteuses

Les créances douteuses brutes poursuivent leur baisse sur un an et atteignent 11,7 millions d'euros au premier trimestre 2011 contre 12,5 millions d'euros à la même période de l'année précédente. En revanche ce montant est en hausse sur un trimestre, faisant ainsi passer le taux de créances douteuses de 7,4% en décembre 2010 à 7,7% en mars 2011.

Le taux de provisionnement est quant à lui en recul puisqu'il passe de 72,9% en mars 2010 à 66,7% en mars 2011.

Cette évolution résulte à la fois d'une augmentation des créances douteuses nettes et d'une diminution des provisions.

Taux de créances douteuses brutes



3. Les risques recensés au Service Central des Risques

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France est chargé de centraliser mensuellement les encours accordés par les établissements de crédit et les entreprises d'investissement dès lors qu'ils atteignent, par bénéficiaire déclarable, par guichet et par nature de déclaration, le seuil fixé par instruction de la Banque de France (actuellement de 25 000 euros).

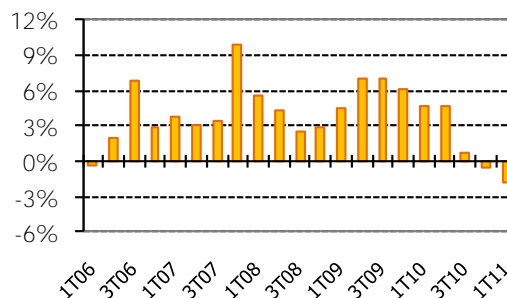
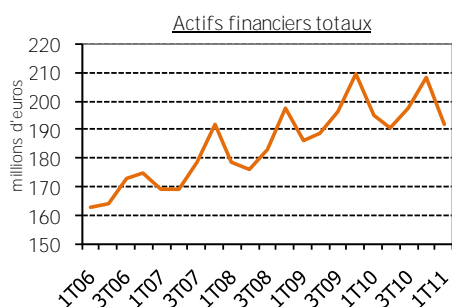
L'encours total reste stable par rapport au trimestre dernier, mais affiche une baisse de 9% sur un an. L'encours de risques le plus élevé est porté par le secteur **Administrations et Collectivités locales** qui représente 26% des risques de la place, en baisse de 2,3% sur un trimestre. Le secteur du **commerce** occupe la seconde position, en hausse de 7,7% par rapport à décembre 2010.

L'évolution trimestrielle des encours varie fortement selon les secteurs. Le **secteur primaire** connaît une progression significative (+31,6%), soit la plus forte hausse observée sur un trimestre, mais également sur un an (+38,8%). A l'inverse, le secteur des **transports et communications** accuse un recul de 14,5%, portant le recul total sur un an à 18,0%.

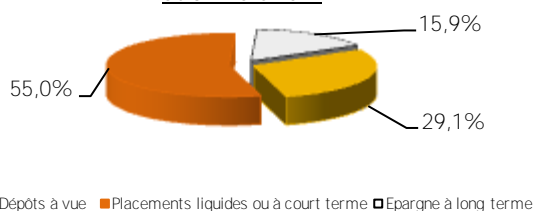
2. Les actifs financiers de la clientèle non financière

Actifs par agent										Variations	
	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	1 an	1 trim
Sociétés	17,460	20,746	21,698	25,825	18,964	18,965	19,241	21,916	16,595	-12,5%	-24,3%
Dépôts à vue	11,676	15,928	16,196	21,033	14,522	14,522	14,067	16,904	12,636	-13,0%	-25,2%
Placements liquides ou à court terme	5,784	4,818	5,502	4,792	4,442	4,442	5,226	5,011	3,958	-10,9%	-21,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,000										
Placements indexés sur les taux du marché	5,784	4,818	5,502	4,792	4,442	4,442	5,226	5,011	3,958	-10,9%	-21,0%
<i>dont comptes à terme</i>	5,784	4,818	5,502	4,792	4,442	4,442	5,226	5,011	3,958	-10,9%	-21,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>											
<i>dont certificats de dépôts</i>											
Epargne à long terme						0,001	0,001	0,001	0,001		0,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>											
Ménages	144,822	151,104	151,913	154,887	153,259	153,259	150,129	153,456	153,185	0,0%	-0,2%
Dépôts à vue	27,069	33,490	36,144	35,284	32,106	32,106	30,044	32,914	28,480	-11,3%	-13,5%
Placements liquides ou à court terme	102,985	101,839	98,139	100,958	95,901	95,901	91,720	90,980	94,269	-1,7%	3,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	36,433	38,967	43,779	47,683	44,680	44,680	47,189	47,055	48,690	9,0%	3,5%
<i>Livrets ordinaires</i>	29,878	32,675	37,524	41,256	38,122	38,122	40,252	39,728	40,863	7,2%	2,9%
<i>Livrets A et bleu</i>	5,933	5,825	5,784	5,977	6,116	6,116	6,486	6,860	7,363	20,4%	7,3%
<i>Livrets jeunes</i>	0,581	0,429	0,432	0,428	0,405	0,405	0,406	0,425	0,405	0,1%	-4,6%
<i>Livrets d'épargne populaire</i>											
<i>CODEVI</i>							0,005	0,010			
<i>Comptes d'épargne logement</i>	0,041	0,038	0,039	0,022	0,037	0,037	0,037	0,038	0,049	32,4%	29,6%
Placements indexés sur les taux du marché	66,552	62,872	54,360	53,275	51,221	51,221	44,531	43,925	45,579	-11,0%	3,8%
<i>dont comptes à terme</i>	64,589	61,029	52,743	52,176	50,122	50,122	43,420	42,794	44,448	-11,3%	3,9%
<i>dont bons de caisse</i>	1,963	1,843	1,617	1,099	1,099	1,099	1,110	1,131	1,131	2,9%	0,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,000						0,001				
Epargne à long terme	14,768	15,775	17,630	18,645	25,252	25,252	28,364	29,562	30,436	20,5%	3,0%
<i>Plans d'épargne logement</i>	2,016	2,182	2,180	2,253	2,364	2,364	2,529	2,799	2,772	17,3%	-0,9%
<i>Plans d'épargne populaire</i>											
<i>Autres comptes d'épargne</i>											
<i>Portefeuille-titres</i>											
<i>OPCVM non monétaires</i>	3,433	4,114	5,101	5,126	5,291	5,291	5,075	5,195	5,529	4,5%	6,4%
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	9,319	9,479	10,349	11,266	17,597	17,597	20,760	21,568	22,135	25,8%	2,6%
Autres agents	23,935	16,725	22,582	28,929	22,897	22,897	28,296	33,113	22,028	-3,8%	-33,5%
Dépôts à vue	16,655	11,385	17,458	23,505	17,379	17,379	22,026	26,998	14,783	-14,9%	-45,2%
Placements liquides ou à court terme	7,280	5,340	5,124	5,424	5,518	5,518	6,270	6,115	7,246	31,3%	18,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	4,099	3,836	3,696	3,915	4,006	4,006	4,144	3,841	4,383	9,4%	14,1%
Placements indexés sur les taux du marché	3,181	1,504	1,428	1,509	1,512	1,512	2,126	2,274	2,863	89,3%	25,9%
<i>dont comptes à terme</i>	3,181	1,504	1,428	1,509	1,512	1,512	2,126	2,274	2,863	89,3%	25,9%
Epargne à long terme	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
TOTAL	186,217	188,575	196,193	209,641	195,120	195,120	197,596	208,485	191,809	-1,7%	-8,0%
Dépôts à vue	55,400	60,803	69,798	79,822	64,007	64,007	66,138	76,817	55,899	-12,7%	-27,2%
Placements liquides ou à court terme	116,049	111,997	108,765	111,174	105,861	105,861	103,092	102,105	105,473	-0,4%	3,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	40,532	42,803	47,475	51,598	48,686	48,686	51,209	50,895	53,073	9,0%	4,3%
Placements indexés sur les taux du marché	75,517	69,194	61,290	59,576	57,175	57,175	51,883	51,210	52,400	-8,4%	2,3%
Epargne à long terme	14,768	15,775	17,630	18,645	25,252	25,252	28,365	29,562	30,437	20,5%	3,0%

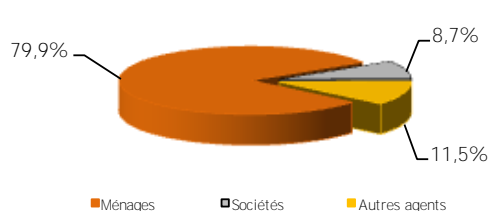
Total des actifs financiers



Répartition des actifs financiers par nature au 31 mars 2011

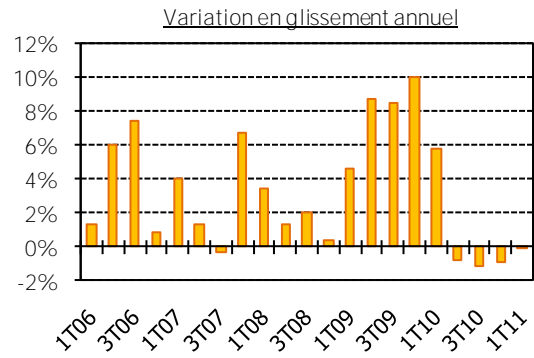
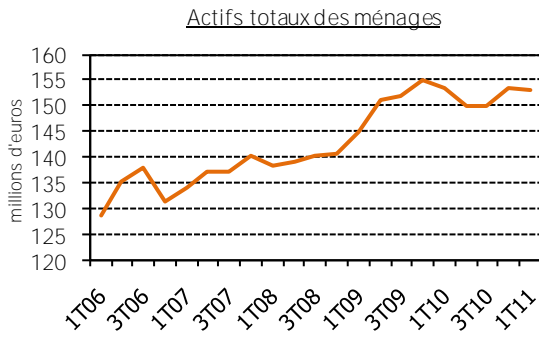


Répartition des actifs par agent au 31 mars 2011

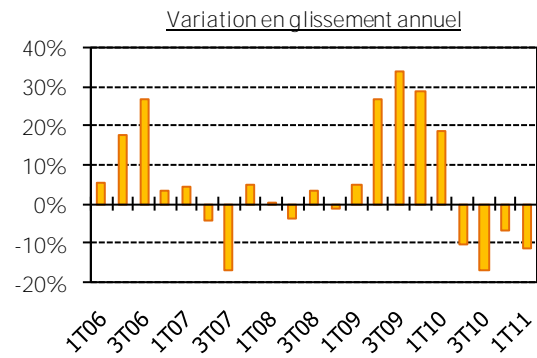
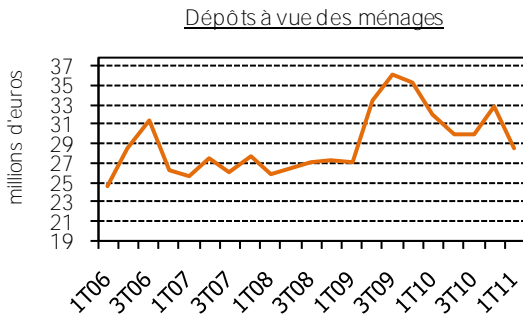


Les avoirs des ménages

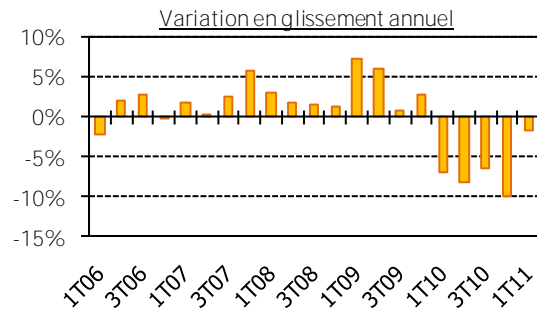
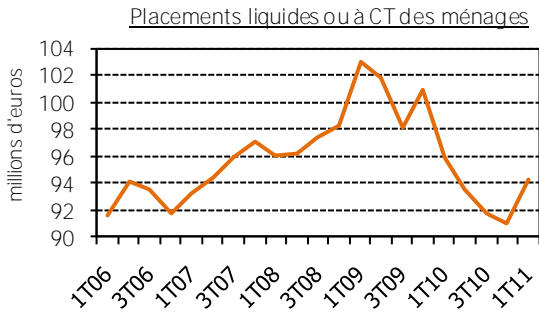
Total des actifs financiers



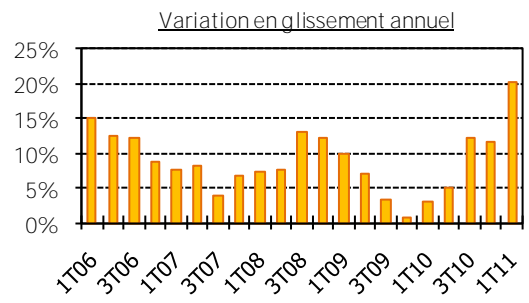
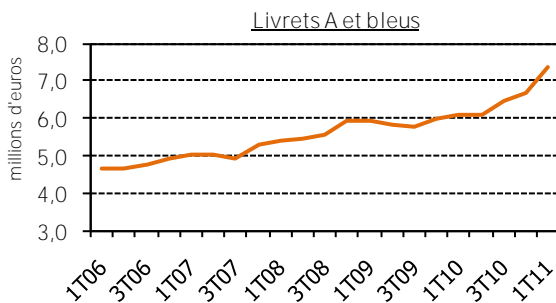
Dépôts à vue



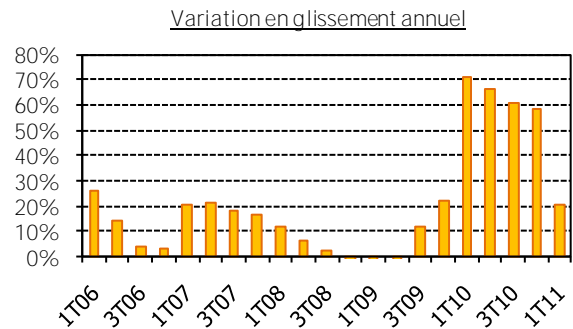
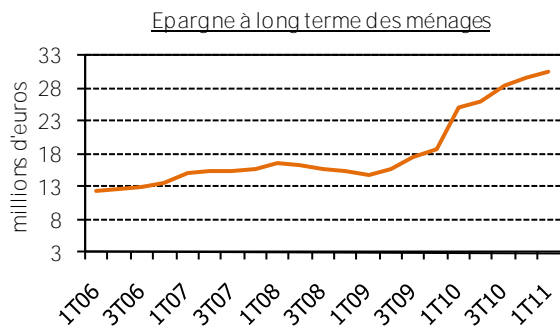
Placements liquides ou à court terme



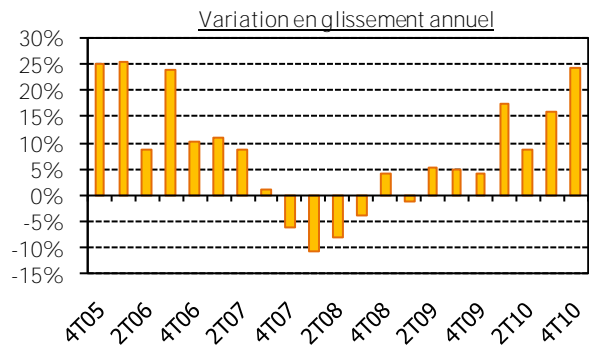
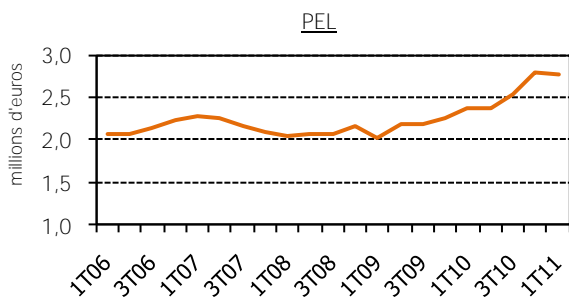
Livrets A et bleu



Epargne à long terme

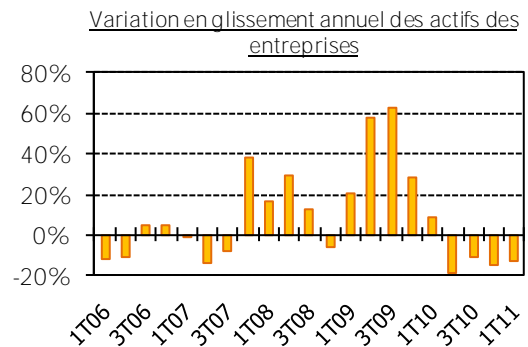
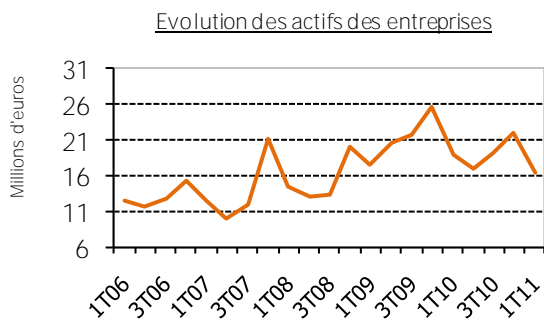


Plans d'épargne logement

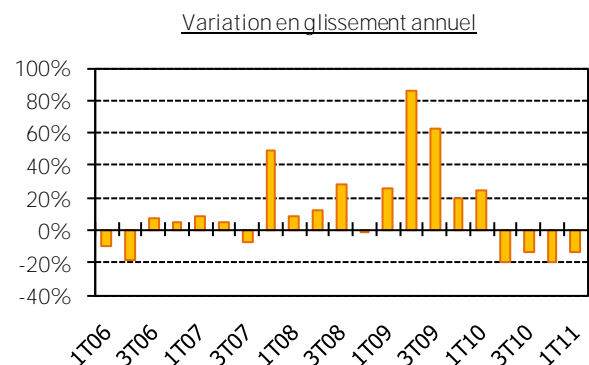
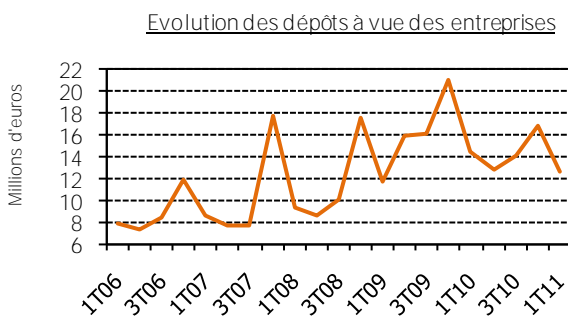


Les avoirs des entreprises

Total des actifs financiers

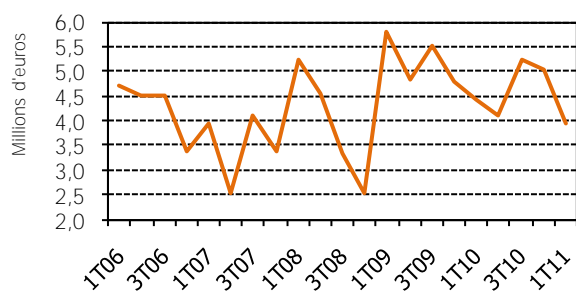


Dépôts à vue

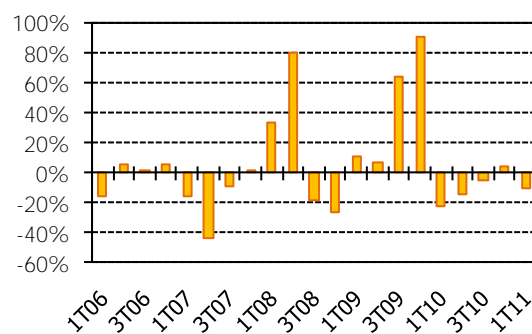


Placements liquides ou à court terme

Evolution des placements liquides des entreprises



Variation en glissement annuel



Les actifs par nature

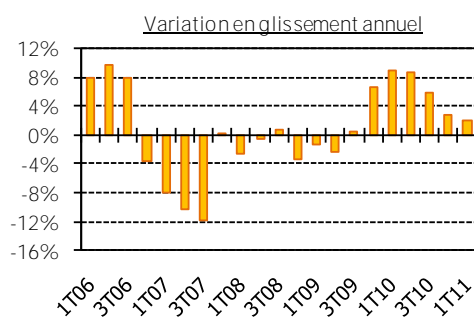
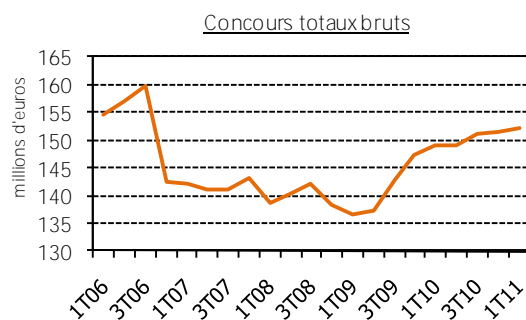
Actifs par nature										Variations	
	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	1 an	1 trim
Dépôts à vue	55,400	60,803	69,798	79,822	64,007	64,007	66,138	76,817	55,899	-12,7%	-27,2%
Placements liquides ou à court terme	116,049	111,997	108,765	111,174	105,861	105,861	103,217	102,105	105,473	-0,4%	3,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	40,532	42,803	47,475	51,598	48,686	48,686	51,334	50,895	53,073	9,0%	4,3%
<i>Livrets ordinaires</i>	29,878	32,675	35,524	41,256	38,122	38,122	44,291	43,424	45,132	18,4%	3,9%
<i>Livrets A et bleu</i>	5,933	5,825	5,784	5,977	6,116	6,116	6,591	7,004	7,477	22,2%	6,8%
<i>Livrets jeunes</i>	0,581	0,429	0,432	0,428	0,405	0,405	0,406	0,425	0,405	0,1%	-4,6%
<i>Livrets d'épargne populaire</i>											
<i>CODEVI</i>								0,005	0,010		111,8%
<i>Comptes d'épargne logement</i>	0,041	0,038	0,039	0,022	0,037	0,037	0,037	0,038	0,049	32,4%	29,6%
Placements indexés sur les taux du marché	75,517	69,194	61,290	59,576	57,175	57,175	51,883	51,210	52,400	-8,4%	2,3%
Dépôts à terme	73,554	67,351	59,673	58,477	56,076	56,076	50,772	50,079	51,269	-8,6%	2,4%
<i>Bons de caisse</i>	1,963	1,843	1,617	1,099	1,099	1,099	1,110	1,131	1,131	2,9%	0,0%
<i>Titres de créances négociables</i>											
<i>OPCVM monétaires</i>							0,001				
Epargne à long terme	14,768	15,775	17,630	18,645	25,252	25,252	28,365	29,529	30,437	20,5%	3,1%
Plans d'épargne logement	2,016	2,182	2,180	2,253	2,364	2,364	2,529	2,799	2,772	17,3%	-0,9%
Plans d'épargne populaire											
Autres comptes d'épargne											
Actions									0,001		
Obligations							0,001	0,001			
OPCVM non monétaires	3,433	4,114	5,101	5,126	5,291	5,291	5,075	5,161	5,529	4,5%	7,1%
Contrats d'assurance-vie	9,319	9,479	10,349	11,266	17,597	17,597	20,760	21,568	22,135	25,8%	2,6%
TOTAL	186,217	188,575	196,193	209,641	195,120	195,120	197,720	208,451	191,809	-1,7%	-8,0%

3. L'endettement des agents économiques

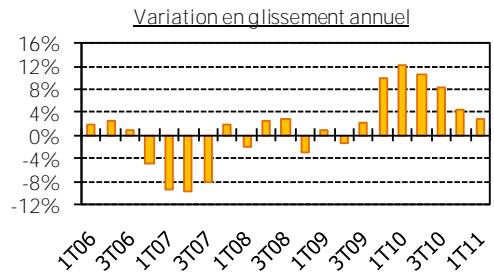
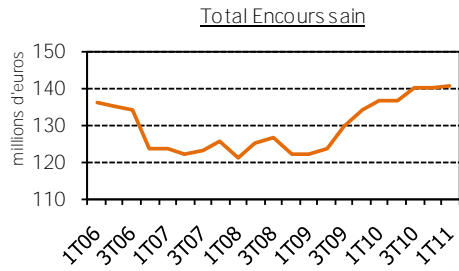
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros									Variations	
	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	1 an	1 trim
Entreprises	34,962	31,157	31,505	34,347	34,726	34,726	37,103	35,024	35,734	2,9%	2,0%
Crédits d'exploitation	7,855	7,332	8,640	6,066	7,622	7,622	9,108	6,908	7,391	-3,0%	7,0%
Créances commerciales	0,029	0,026	0,006	0,050	0,025	0,025	2,166	0,515	0,808	3132,0%	56,9%
Crédits de trésorerie	4,475	2,724	4,673	3,641	3,542	3,542	2,259	2,874	2,008	-43,3%	-30,1%
dont entrepreneurs individuels	0,034	0,076	0,038	0,368	0,355	0,355	0,172	0,002	0,154	-56,6%	-
Comptes ordinaires débiteurs	3,351	4,582	3,961	2,375	4,055	4,055	4,682	3,519	4,575	12,8%	30,0%
Affecturage	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits d'investissement	27,107	23,825	22,865	28,281	27,104	27,104	27,367	27,495	27,551	1,6%	0,2%
Crédits à l'équipement	27,107	23,825	22,865	28,281	27,104	27,104	27,367	27,495	27,551	1,6%	0,2%
dont entrepreneurs individuels	2,038	1,753	1,673	1,582	2,349	2,349	1,584	1,574	1,577	-32,9%	0,2%
Crédit-bail	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,628	0,621	0,792		27,5%
Autres crédits	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Ménages	69,556	71,086	73,520	75,555	75,853	75,853	76,975	79,352	79,324	4,6%	0,0%
Crédits à la consommation	11,060	11,689	12,868	13,449	13,530	13,530	12,829	13,734	13,682	1,1%	-0,4%
Crédits de trésorerie	10,053	10,472	11,150	11,870	11,934	11,934	12,303	13,315	13,219	10,8%	-0,7%
Comptes ordinaires débiteurs	0,946	1,156	1,659	1,521	1,596	1,596	0,526	0,369	0,413	-74,1%	11,9%
Crédit-bail	0,061	0,061	0,059	0,058	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits à l'habitat	58,496	59,397	60,652	62,106	62,323	62,323	64,067	65,617	65,633	5,3%	0,0%
Autres crédits	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Collectivités locales	18,859	17,868	20,102	23,686	25,184	25,184	25,350	24,928	24,440	-3,0%	-2,0%
Crédits d'exploitation	0,002	0,055	0,002	1,112	0,001	0,001	0,000	0,000	0,000		
Crédits de trésorerie	0,002	0,002	0,001	1,100	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Comptes ordinaires débiteurs	0,000	0,053	0,001	0,012	0,001	0,001	0,000	0,000	0,000		
Crédits d'investissement	16,055	15,192	17,488	20,153	22,762	22,762	22,929	22,507	22,019	-3,3%	-2,2%
Crédits à l'équipement	16,055	15,192	17,488	20,153	22,762	22,762	22,929	22,507	22,019	-3,3%	-2,2%
Crédit-bail	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Autres crédits	2,802	2,621	2,612	2,421	2,421	2,421	2,421	2,421	2,421	0,0%	0,0%
Autres agents de CCB non ventilés	0,534	3,284	4,171	0,477	0,769	0,769	0,537	0,884	0,927	20,5%	4,9%
Total encours sain	134,677	123,395	129,298	134,065	136,532	136,532	139,966	140,187	140,425	2,9%	0,2%
Créances douteuses brutes	14,916	13,738	13,696	13,162	12,511	12,511	11,346	11,216	11,658	-6,8%	3,9%
Créances douteuses nettes	5,013	5,627	5,629	3,903	3,392	3,392	2,772	2,866	3,886	14,6%	35,6%
dont entreprises	4,492	4,766	4,258	2,854	2,774	2,774	2,880	2,400	3,513	26,6%	46,4%
dont ménages	0,519	0,859	1,369	1,046	0,617	0,617	0,652	0,466	0,372	-39,7%	-20,2%
Provisions	9,903	8,111	8,067	9,259	9,119	9,119	8,574	8,350	7,773	-14,8%	-6,9%
Total encours brut	149,593	137,133	142,994	147,227	149,043	149,043	151,312	151,404	152,084	2,0%	0,4%
Taux de créances douteuses	10,0%	10,0%	9,6%	8,9%	8,4%	8,4%	7,9%	7,4%	7,7%	-0,5 pts	+0,3 pts
Taux de provisionnement	66,4%	59,0%	58,9%	70,3%	72,9%	72,9%	75,9%	74,4%	66,7%	-1,5 pts	-7,7 pts

Encours de crédits bruts

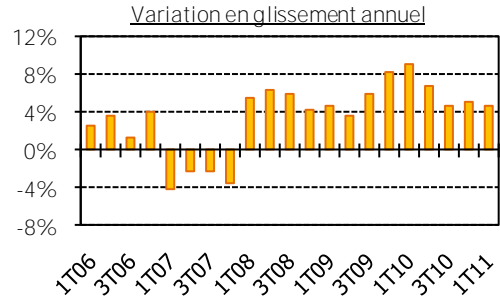
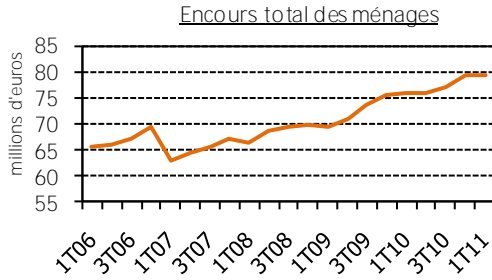


Encours de crédits sains

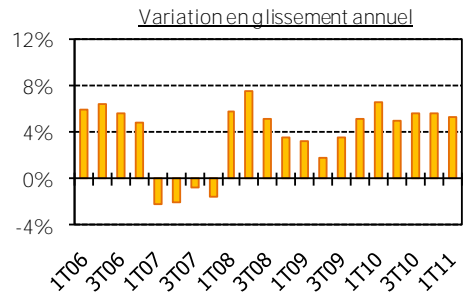
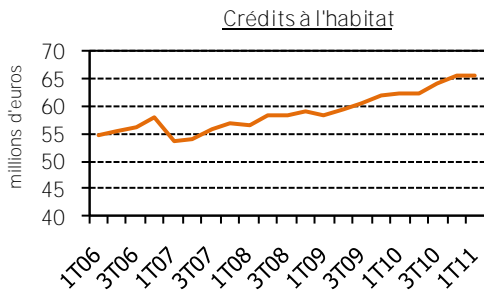


L'endettement des ménages

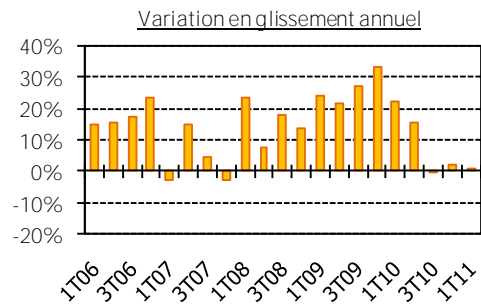
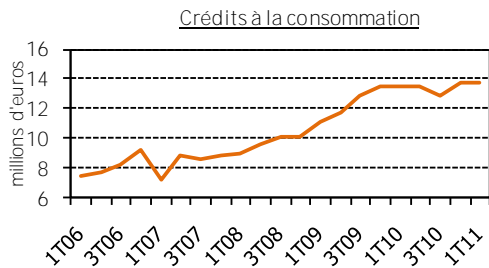
Encours de crédits sains



Crédits à l'habitat

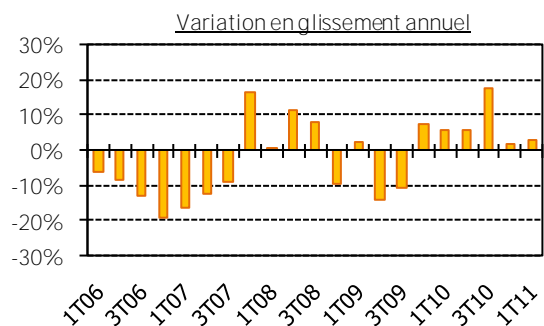
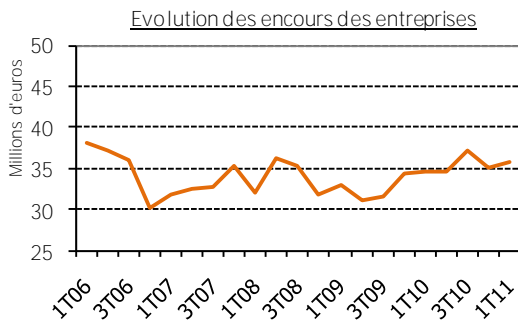


Crédits à la consommation

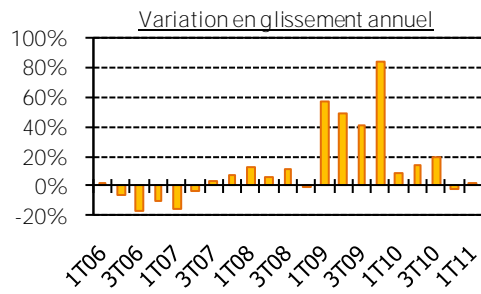
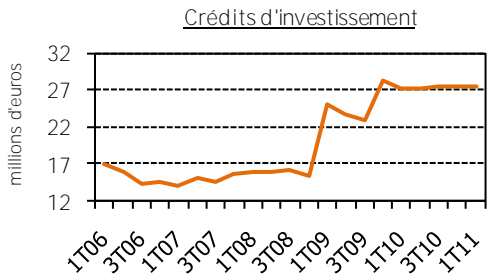


L'endettement des entreprises

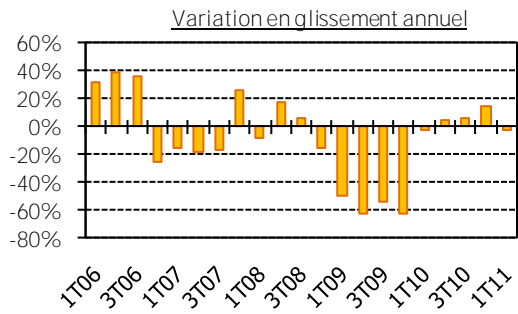
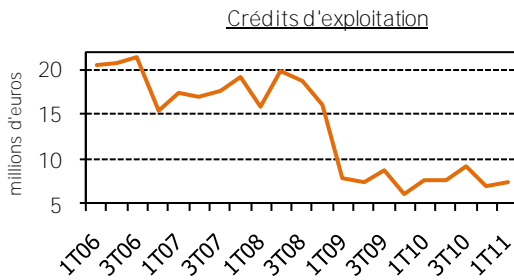
Encours de crédits sains



Crédits d'investissement

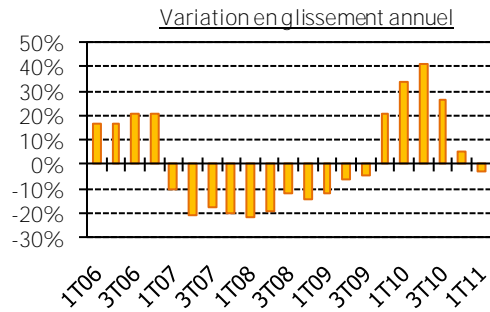
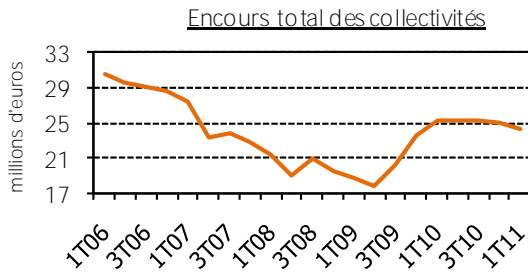


Crédits d'exploitation

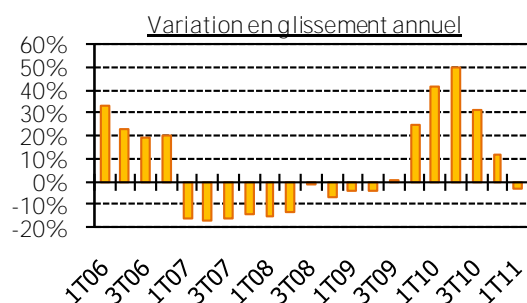
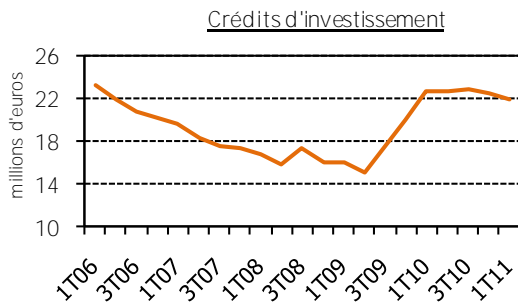


L'endettement des Collectivités locales

Encours de crédits sains



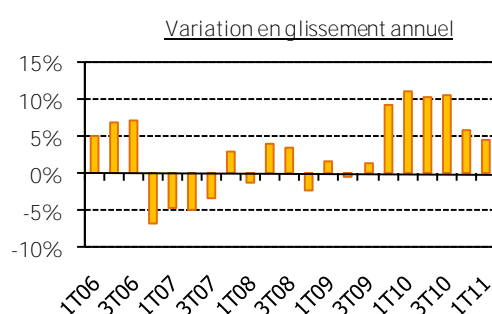
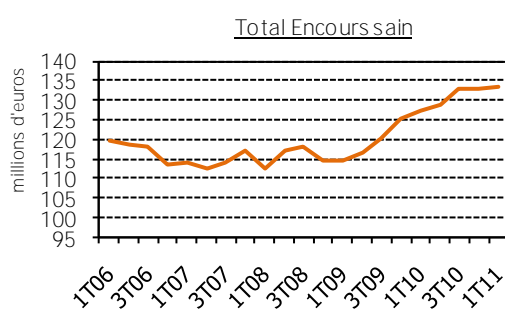
Crédits d'investissement



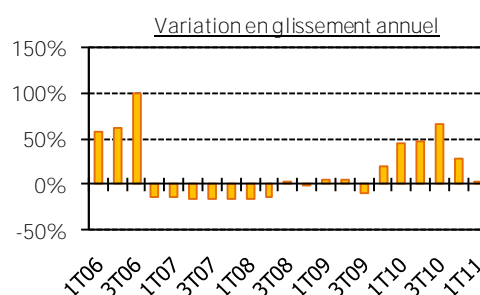
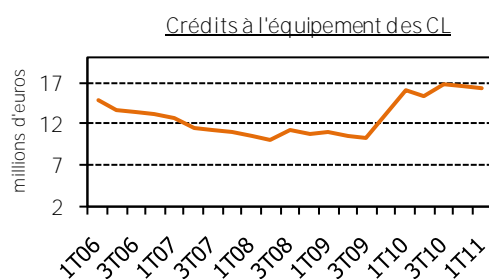
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux

	Montants en millions d'euros									Variations	
	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	1 an	1 trim
Entreprises	31,756	30,135	30,473	33,304	32,936	34,686	35,583	33,569	34,126	3,6%	1,7%
Crédits d'exploitation	7,854	7,332	8,64	6,066	7,622	8,316	9,108	6,908	7,391	-3,0%	7,0%
Créances commerciales	0,029	0,026	0,006	0,050	0,025	1,678	2,166	0,515	0,808	-	56,8%
Crédits de trésorerie	4,475	2,724	4,673	3,641	3,542	1,442	2,259	2,874	2,008	-43,3%	-30,1%
dont entrepreneurs individuels	0,034	0,076	0,038	0,368	0,355	0,091	0,172	0,163	0,154	-56,6%	-5,5%
Comptes ordinaires débiteurs	3,350	4,582	3,961	2,375	4,055	5,196	4,682	3,519	4,575	12,8%	30,0%
Affacturation				0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits d'investissement	23,902	22,803	21,833	27,238	25,314	25,957	25,847	26,040	25,943	2,5%	-0,4%
Crédits à l'équipement	23,902	22,803	21,833	27,238	25,314	25,957	25,847	26,040	25,943	2,5%	-0,4%
dont entrepreneurs individuels	1,954	1,669	1,563	1,460	2,228	1,529	1,461	1,453	1,419	-36,3%	-2,3%
Crédit-bail				0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits à l'habitat				0,000	0,000	0,413	0,628	0,621	0,792		27,4%
Autres crédits				0,000	0,000	0,000	0,000	0,000			
Ménages	68,443	70,008	72,528	74,945	75,225	75,142	76,869	79,275	79,248	5,3%	0,0%
Crédits à la consommation	10,833	11,463	12,698	13,249	13,301	11,955	12,802	13,734	13,682	2,9%	-0,4%
Crédits de trésorerie	9,826	10,246	10,980	11,670	11,705	11,521	12,276	13,315	13,219	12,9%	-0,7%
Comptes ordinaires débiteurs	0,946	1,156	1,659	1,521	1,596	0,435	0,526	0,369	0,413	-74,1%	12,0%
Crédit-bail	0,061	0,061	0,059	0,058	0,000	0,000	0,000	0,051	0,050		-1,9%
Crédits à l'habitat	57,610	58,545	59,830	61,696	61,924	63,187	64,067	65,540	65,566	5,9%	0,0%
Autres crédits				0,000	0,000	0,000	0,000				
Collectivités locales	3,195	2,964	2,698	16,639	18,432	17,909	19,341	19,144	18,887	2,5%	-1,3%
Crédits d'exploitation		0,053	0,001	1,112	0,001	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits de trésorerie				1,100	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Comptes ordinaires débiteurs		0,053	0,001	0,012	0,001	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits d'investissement	3,195	2,911	2,697	13,106	16,010	15,488	16,920	16,723	16,466	2,8%	-1,5%
Crédits à l'équipement	3,195	2,911	2,697	13,106	16,010	15,488	16,920	16,723	16,466	2,8%	-1,5%
Crédit-bail				0,000	0,000	0,000	0,000				
Crédits à l'habitat				0,000	0,000	0,000	0,000				
Autres crédits				2,421	2,421	2,421	2,421	2,421	2,421	0,0%	0,0%
Autres agents et CCB non ventilés	0,471	3,284	4,111	0,477	0,767	1,022	0,938	0,884	0,927	20,9%	4,9%
Total encours sain	114,540	116,634	119,924	125,365	127,360	128,759	132,732	132,871	133,188	4,6%	0,2%
Créances douteuses brutes	14,710	13,532	13,492	12,961	12,312	12,312	11,292	11,164	11,631	-5,5%	4,2%
Créances douteuses nettes	4,807	5,421	5,425	3,702	3,193	3,193	2,718	2,814	3,859	20,9%	37,1%
dont entreprises	4,286	4,561	4,055	2,653	2,575	2,575	2,067	2,348	3,486	35,4%	48,5%
dont ménages	0,519	0,859	1,369	1,046	0,617	0,617	0,652	0,466	0,372	-39,7%	-20,2%
Provisions	9,903	8,111	8,067	9,259	9,119	9,119	8,574	8,350	7,773	-14,8%	-6,9%
Total encours brut	129,250	130,166	133,416	138,326	139,673	140,553	143,623	144,036	144,820	3,7%	0,5%
Taux de créances douteuses	12,2%	11,4%	10,4%	10,1%	8,8%	8,4%	8,3%	7,75%	8,0%	-0,8 pt	+0,05 pt
Taux de provisionnement	61,5%	67,3%	59,9%	59,8%	74,1%	77,2%	71,1%	74,8%	66,8%	-7,3 pts	-8,0 pts

Encours total de crédits sains



Encours des crédits à l'équipement des Collectivités locales

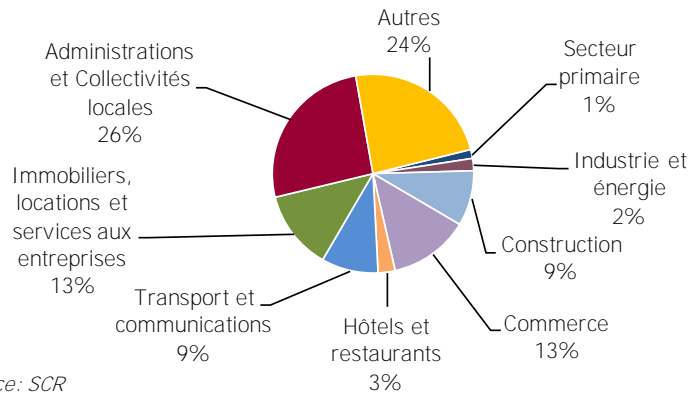


4. Les engagements bancaires

4.1 Les engagements sectoriels

Répartition des risques par secteur au 31 mars 2011 (%)

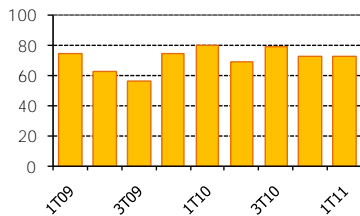
Répartition des encours déclarés par secteur



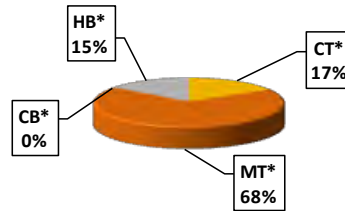
Source: SCR

Evolution globale des risques déclarés au SCR

En millions d'euros

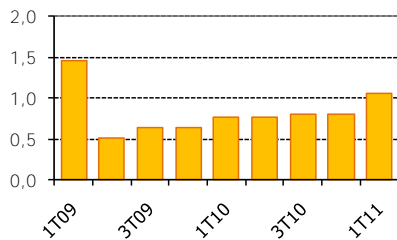


Structure (en %)

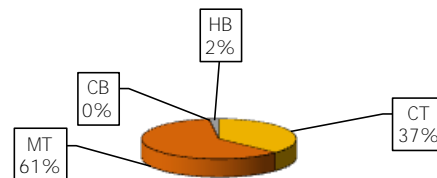


Secteur primaire

En millions d'euros

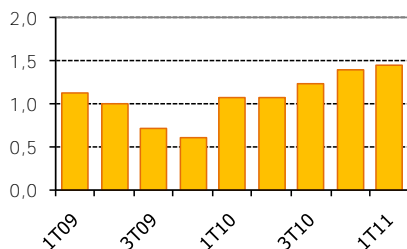


Structure (en %)

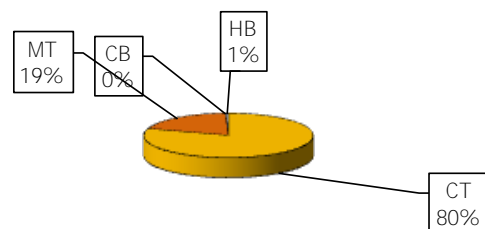


Industrie et énergie

En millions d'euros

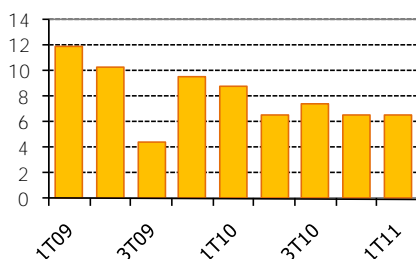


Structure (en %)

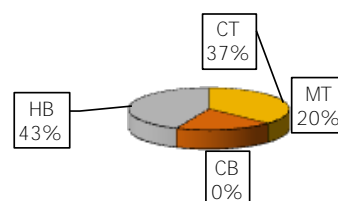


Construction

En millions d'euros



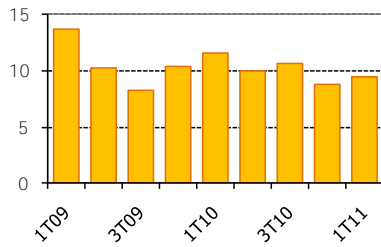
Structure (en %)



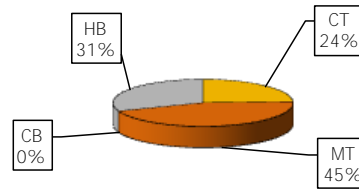
* CT : Court Terme ; MT : Moyen Terme ; CB : Crédit Bail ; HB : Hors Bilan

Commerce

En millions d'euros

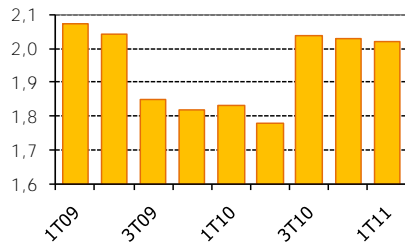


Structure (en %)

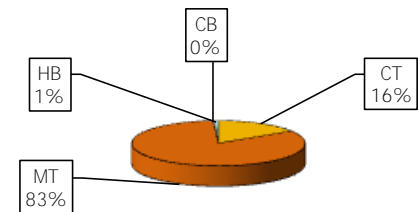


Hôtels et restaurants

En millions d'euros

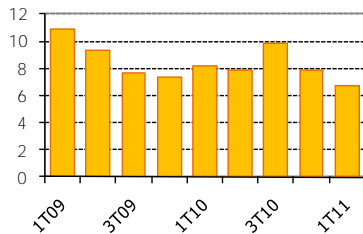


Structure (en %)

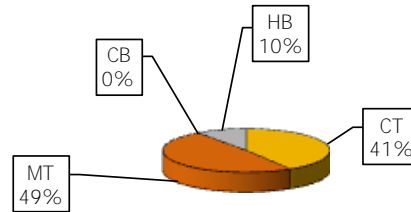


Transport et communication

En millions d'euros

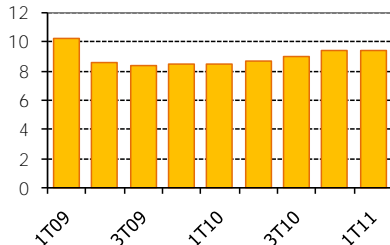


Structure (en %)

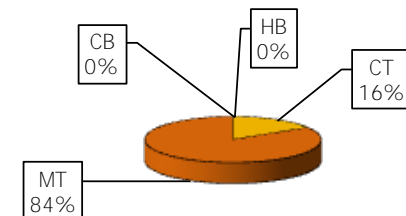


Immobiliers, locations et services aux entreprises

En millions d'euros

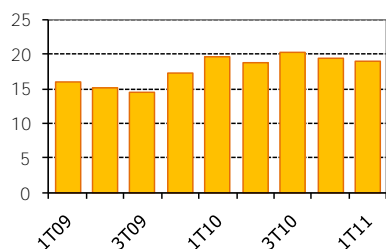


Structure (en %)

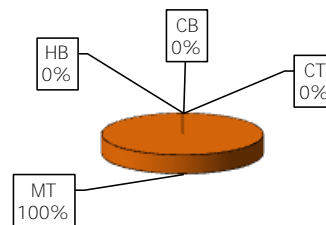


Administrations et Collectivités locales

En millions d'euros

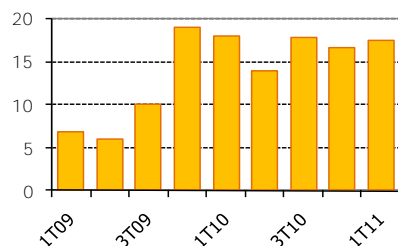


Structure (en %)

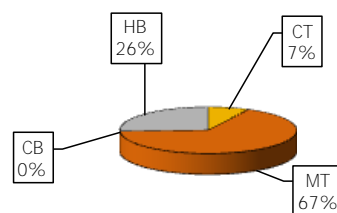


Autres secteurs d'activités

En millions d'euros



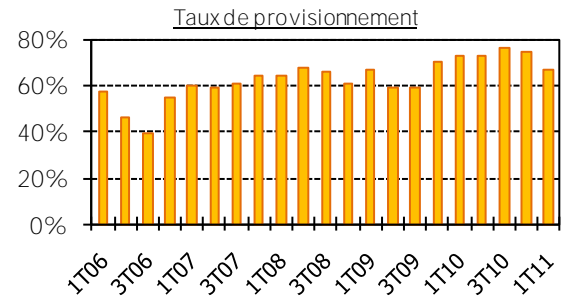
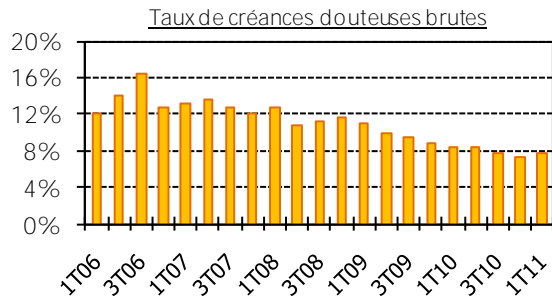
Structure (en %)



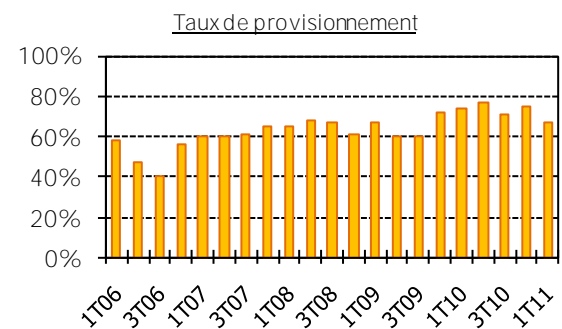
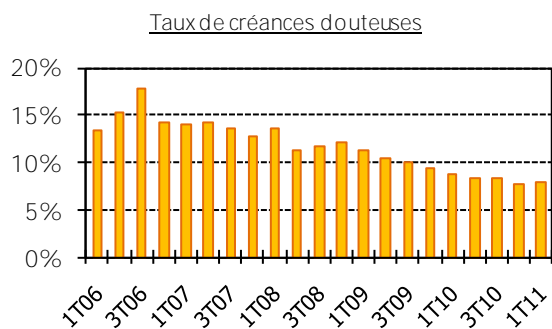
4.2 Les indicateurs de vulnérabilité

Indicateurs globaux

Ensemble des établissements de crédit

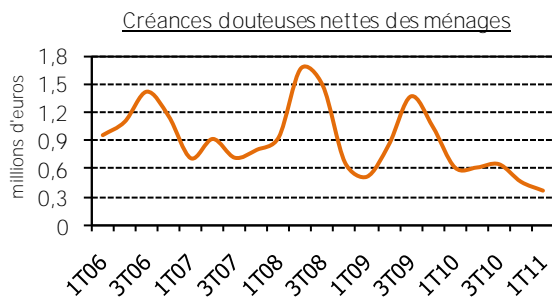


Etablissements de crédit locaux

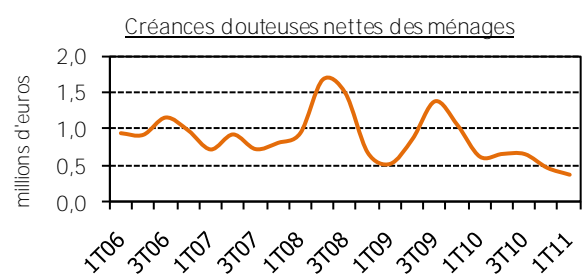


La vulnérabilité des ménages

Ensemble des établissements de crédit

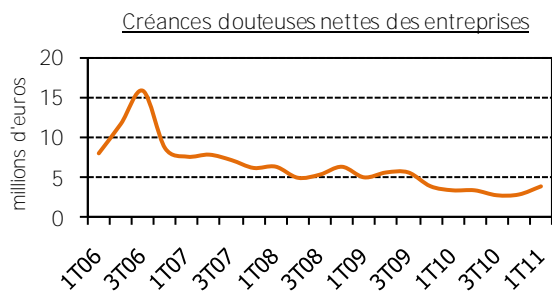


Etablissements de crédit locaux

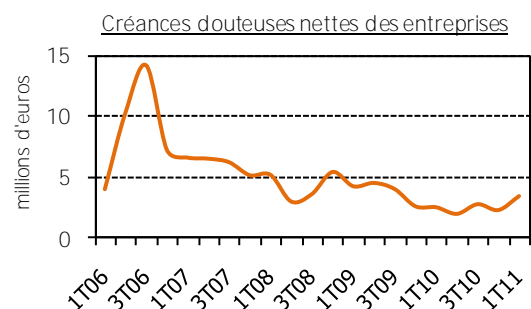


La vulnérabilité des entreprises

Ensemble des établissements de crédit



Etablissements de crédit locaux



5. Rappel des taux

5.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème (13/05/2009)	1,25%
Taux de la facilité de dépôt (08/04/2009)	0,50%
Taux de la facilité de prêt marginal (13/05/2009)	2,00%

TAUX DE L'ÉPARGNE RÉGLEMENTÉE (depuis le 1^{er} août 2010)

Livrets A et bleu : 2,00%	LDD* : 2,00%	LEP : 2,50%	PEL** : 2,50%	CEL* : 1,25%
---------------------------	--------------	-------------	---------------	--------------

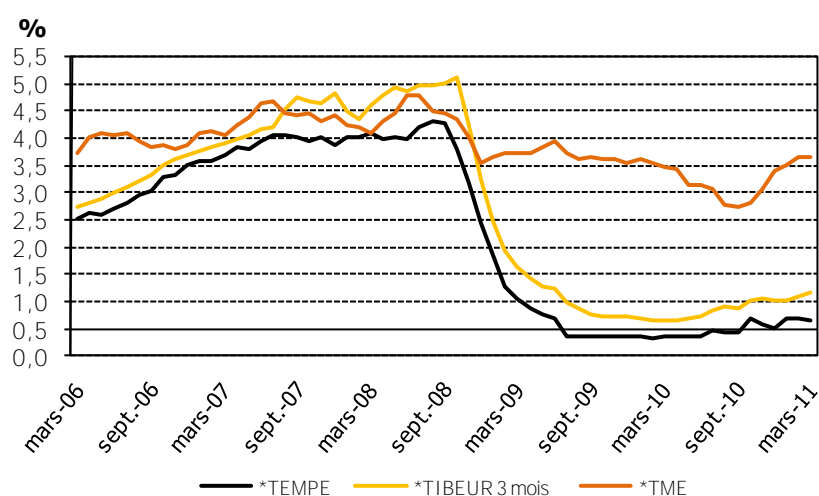
*Livret de développement durable (ex CODEVI)

**hors prime d'Etat

TAUX D'INTÉRÊT LÉGAL

Année 2010 (J.O. du 11/02/10)	0,65%
Année 2011 (J.O. du 03/02/11)	0,38%

5.2 Principaux taux de marché



*TEMPE : taux européen moyen pondéré en euro ; TIBEUR : taux interbancaire offert en euro
*TME : Taux moyen des emprunts d'Etat sur 1 an

5.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (TEG) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996.

Catégorie		Taux effectifs moyens pratiqués au 1 ^{er} trimestre 2011 par les établissements de crédit.	Plafond de l'usure applicable à compter du 2 nd trimestre 2011
PARTICULIERS	Prêts immobiliers		
	- Prêts à taux fixe	4,21%	5,61%
	- Prêts à taux variable	3,76%	5,01%
	- Prêts relais	4,49%	5,99%
	Autres prêts		
- Prêts ≤ 1 524 € (*)	-	21,47%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1 524 € (*)	-	19,53%	
- Prêts personnels et autres prêts > 1 524 €	-	8,03%	
ENTREPRISES	Découverts en compte (**)	10,33 %	13,77%
A noter que l'article 7 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises a supprimé la référence à un taux de l'usure, excepté pour les découverts, pour les prêts aux commerçants, artisans, entrepreneurs individuels et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.			

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

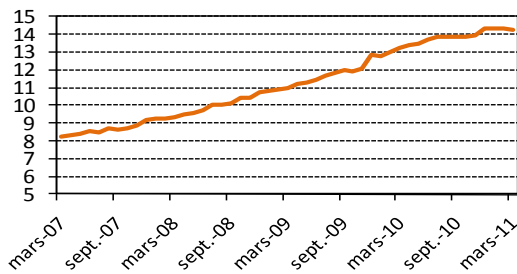
(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

6. Monnaie fiduciaire

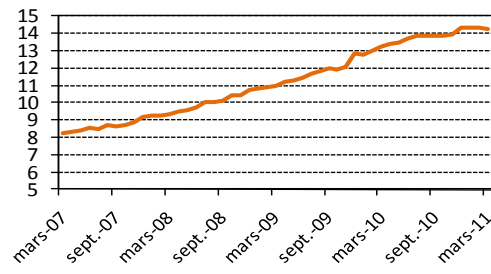
6.1 Emission de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (*)

En millions d'euros

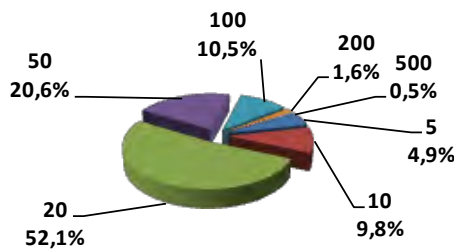


En milliers d'unités

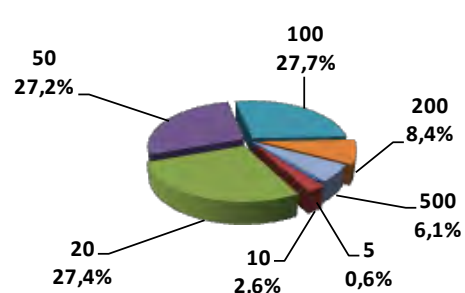


Répartition par coupure de l'émission nette cumulée de billets au 31 mars 2011

Répartition en volume



Répartition en valeur

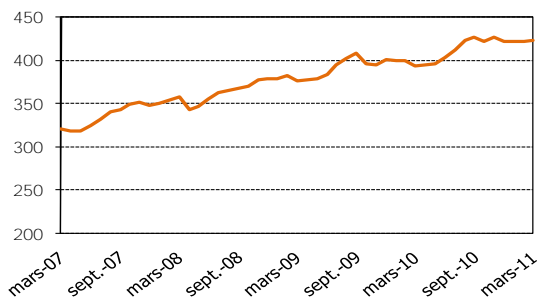


(*) Les émissions nettes sont la différence entre les billets émis et les billets retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

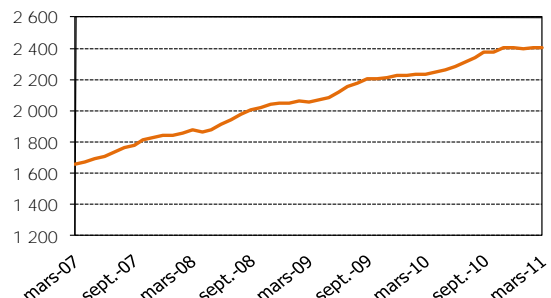
6.2 Emission de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces (*)

En milliers d'euros

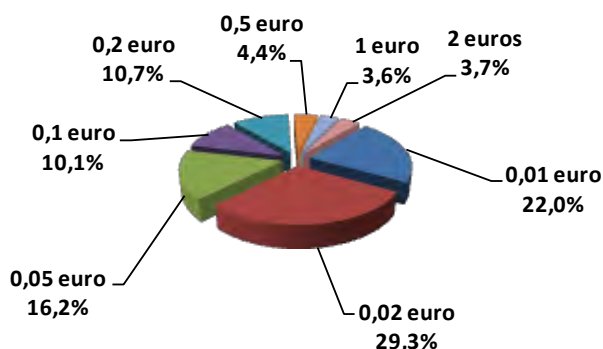


En milliers d'unités

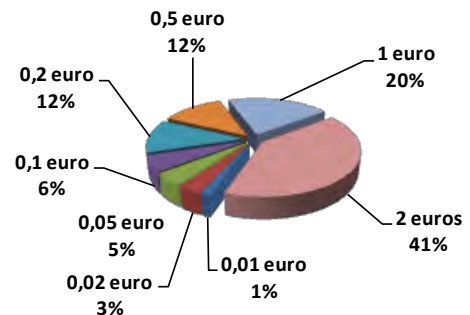


Répartition par coupure de l'émission nette cumulée de pièces au 31 mars 2011

Répartition en volume



Répartition en valeur



(*) Les émissions nettes sont la différence entre les pièces émis et les pièces retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

Liste des publications

La Lettre de l'Institut d'émission

Bulletin trimestriel de conjoncture : Suivi de la conjoncture financière et bancaire
Suivi de la conjoncture économique
Rapport annuel : Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion, Mayotte,
Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy
Rapport annuel du siège de l'IEDOM

Les Notes de l'Institut d'émission

Quel impact de la politique monétaire sur le coût du crédit aux entreprises en outre-mer ? (décembre 2007)
La gestion des déchets ménagers dans les DCOM (septembre 2008)
La filière des déchets en Guadeloupe (octobre 2008)
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2007 (décembre 2008)
Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles au premier trimestre 2009 (novembre 2009)
L'habitat dans les outre-mer français : progrès, enjeux, disparités (février 2010)
Les Collectivités locales des DROM : des acteurs majeurs du développement économique (décembre 2010)
Le chômage empêche la convergence du revenu des ménages entre régions ultramarines et métropolitaines (janvier 2011)
Le microcrédit professionnel en outre-mer : de la création de mono-entreprise au développement économique durable (avril 2011)

Les Notes expresses (dernières parutions)

N°77 - Panorama de la Réunion – Juillet 2010
N°78 - Panorama de Mayotte – Juillet 2010
N°79 - Panorama de la Martinique – Août 2010
N°80 - Panorama de la Guadeloupe – Septembre 2010
N°81 - Panorama de Saint-Pierre-et-Miquelon – Octobre 2010
N°82 - Panorama de Saint-Barthélemy – Octobre 2010
N°83 - Premières tendances en Guadeloupe – 3^e trimestre – Octobre 2010
N°84 - Panorama de la Guyane – Novembre 2010
N°85 - Panorama de Saint-Martin – Décembre 2010
N°86 - Le microcrédit à la Martinique – Janvier 2011
N°87 - Le microcrédit à la Guadeloupe et à Saint-Martin – Janvier 2011
N°88 - Endettement et surendettement des ménages à la Guadeloupe – Février 2011
N°89 - Le microcrédit à la Réunion : un outil d'intégration économique et sociale ? – Février 2011
N°90 - Premières tendances en Guadeloupe – 4^e trimestre – Février 2011
N°91 - Le microcrédit à Mayotte – Février 2011
N°92 - L'année 2010 à la Martinique : une reprise en demi-teinte (mars 2011)
N°93 - L'année 2010 à la Réunion : retour de la croissance (mars 2011)
N°94 - L'économie de Mayotte en 2010 : une année morose (mars 2011)
N°95 - L'économie guyanaise en 2010 : une amélioration en fin d'année (mars 2011)
N°96 - L'année 2010 à la Guadeloupe : premiers signes de reprise (mars 2011)
N°97 - L'économie de Saint-Pierre-et-Miquelon : une amélioration significative (mars 2011)
N°98 - Le microcrédit professionnel en outre-mer (avril 2011)
N°99 - Premières tendances en Guadeloupe – 1^{er} trimestre 2011 (mai 2011)
N°100 – Tendances conjoncturelles Saint-Pierre-et-Miquelon – 1^{er} trimestre 2011 (juin 2011)

Les publications CEROM (dernières parutions)

Les comptes économiques de la Guyane en 2006 : premiers résultats (septembre 2007)
Les comptes économiques de la Martinique en 2006 (septembre 2007)
Cycle de vie du tourisme en Guadeloupe (octobre 2007)
Guyane, un développement sous contraintes (juin 2008)
Les comptes économiques de la Réunion en 2007 (juillet 2008)
Les comptes économiques de la Martinique en 2007 (octobre 2008)
Guyane-Suriname, une meilleure connaissance mutuelle pour une coopération renforcée (décembre 2008)
Les comptes économiques de la Réunion en 2008 (juillet 2009)
Les comptes économiques de la Guadeloupe en 2008 (septembre 2009)
Les comptes économiques de la Guyane en 2008 (septembre 2009)
Compte satellite du tourisme à la Réunion en 2005 (décembre 2009)
Les comptes économiques de la Guyane (septembre 2010)
Mutations et évolutions de l'économie mahoraise à la veille de la départementalisation (novembre 2010)

Toutes ces publications sont disponibles en ligne sur le site www.iedom.fr

Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

M. Nicolas MACQUERON

M. Fabrice DUFRESNE

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Directeur de la publication : M. Nicolas de SEZE
Responsable de la rédaction : M. Fabrice DUFRESNE
Edition : IEDOM
Dépôt légal : juin 2011 - ISSN 0296 - 3116

INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

22, place du Général de Gaulle
BP 4202

97 500 Saint-Pierre-et-Miquelon

Téléphone : 05.08.41.06.00 – Télécopie : 05.08.41.25.98

Site Internet : www.iedom.fr